

Nouvelles Francophones du Marché du Carbone et du MDP

Numéro 111 – 9 mars 2008



OCDE : les émissions en GES pourraient augmenter de 52% d'ici à 2050

L'OCDE a annoncé que les émissions mondiales en GES pourraient augmenter de 37 % en 2030 et de 52 % à l'horizon 2050 si aucune nouvelle politique n'est mise en place au niveau mondial pour maîtriser et réduire ces émissions. Stabiliser les concentrations atmosphériques en GES à 450 ppm, niveau jugé sécuritaire par les scientifiques, nécessiterait un coût raisonnable selon l'OCDE. Une telle politique aurait pour effet de réduire le PIB de 0,5 % en 2030 et de 2,5% en 2050, ce qui équivaut à une réduction de la croissance annuelle du PIB d'environ 0,1 % par an en moyenne.

Il est vrai que sur la base des émissions par habitant, les émissions des pays de l'OCDE seront encore trois à quatre fois plus élevées que celles des pays non OCDE en 2030. Mais les pays en développement devraient représenter 73 % de la croissance des émissions dans les prochaines décennies. Aussi, l'OCDE souligne et insiste sur la nécessité d'une coopération entre pays riches et pays pauvres pour arrêter le changement climatique.

L'Indonésie approuve 11 nouveaux projets MDP

L'Indonésie a approuvé 11 nouveaux projets MDP portant ainsi à 46 le nombre total de projets ayant reçu des lettres d'approbation de l'AND MDP d'Indonésie. Ces projets devraient au total générer 4,95 millions d'URCEs par an. Parmi les acheteurs de ces URCEs on trouve en particulier la banque mondiale, EcoSecurities, le Gouvernement japonais et Mitsubishi UFJ Securities. Certains projets n'ont pas encore d'acheteur d'URCEs selon Point Carbon.

La Banque mondiale achète plus de 5 millions d'URCEs de projets d'Indonésie

Au nom du gouvernement des Pays-Bas, la Banque Mondiale a signé un contrat pour acheter 3,75 millions d'URCEs à partir d'un projet d'enfouissement de gaz en Indonésie. Il s'agit d'un achat de 250 000 URCEs par an sur 15 ans. La Banque Mondiale avait déjà signé l'an dernier un accord en vue de l'achat de 2 millions d'URCEs d'un autre projet de réduction des émissions de méthane dans ce pays.

La Suède vise un objectif de réduction des émissions en GES de 35% d'ici à 2020

Le Gouvernement suédois devrait adopter cet automne une loi, préparée par un comité mis en place dans ce but, fixant un objectif pour le pays au niveau de la réduction de ses émissions en GES.

Il s'agit d'une réduction domestique du tiers par rapport aux émissions de 1990 et ce pour 2020. Cette loi devrait aussi prévoir une diminution supplémentaire de 8 % par rapport aux niveaux de 1990 grâce à l'échange d'émissions. Le comité a également déclaré que le pays devrait se fixer un objectif de réduction des émissions de 75 à 90 % d'ici à 2050, et à près de 100 % d'ici à la fin de ce siècle.

Groupe spécial sur le régime climatique post-2012 : lancement des travaux fin mars

La première réunion du groupe spécial sur le régime climatique post-2012 est prévue à Bangkok du 31 mars au 4 avril 2008. Ce groupe a été chargé par la CdP13 de Bali de définir l'après PK au delà de 2012. Cette fois ci toutes les parties à la CCNUCC pourront participer aux négociations.

Selon le mandat qui leur a été défini à Bali, ces négociations devraient aboutir à :

- un objectif global à long terme de réduction des émissions en GES ;
- des actions visant à renforcer l'atténuation des émissions ;
- des actions permettant de préparer au mieux l'adaptation aux impacts des CC ;
- un renforcement des transferts des technologies du Nord vers le Sud ;
- la mise en place de ressources financières et d'investissements significatifs en mesure d'aider les pays en développement à faire face à ce défi climatique.

Après plusieurs sessions de travail de ce groupe – dont trois sont déjà programmées en 2008 – il est attendu que le bilan soit un accord sur le post-2012 devant être conclu lors la CdP15.

Il est à noter qu'en marge de ce processus officiel de négociations dans le cadre des Nations Unies, d'autres cadres de négociations plus limités semblent connaître une dynamique particulière. C'est le cas du groupe des pays les plus émetteurs de GES. Ce groupe est constitué de 16 pays totalisant environ 80 % des émissions mondiales de CO₂. Il s'agit des membres du G8, de l'Australie, de la Corée du Sud, de la Chine, de l'Inde, du Brésil, de l'Afrique du Sud, du Mexique et de l'Indonésie. Ce groupe a déjà tenu deux réunions et prévoit la tenue d'un sommet des pays les plus émetteurs de GES en marge du Sommet du G8 prévu du 7 au 9 juillet sur l'île d'Hokkaido (Japon). Une déclaration consensuelle est attendue de ce Sommet. Espérons qu'elle sera un appui aux négociations tenues dans le cadre des Nations Unies. Pour plus d'informations sur ces aspects consulter, le numéro 2 de la lettre Climat International :

http://www.ecoresponsabilite.ecologie.gouv.fr/lettre2.php3?id_rubrique=198

Positions des parties avant la première réunion du Groupe spécial post- 2102 !

Le Secrétariat de la CCNUCC a publié 26 soumissions reçues de différentes parties à cette convention dont la Chine, l'UE, l'Inde et les États-Unis, qui ont toutes été invitées à donner leurs visions sur la meilleure façon de négocier le nouveau régime mondial climatique pour l'après 2012.

Dans ces soumissions - qui indiquent comment ces parties vont entrer dans les négociations de fin mars - on notera en particulier que :

- La Chine a insisté pour que les États-Unis d'Amérique s'engagent à réduire leurs émissions en GES d'au moins 25 à 40 % en dessous des niveaux de 1990 d'ici à 2020. La Chine a dit qu'elle voulait accorder un intérêt particulier à cet aspect lors des négociations. Il s'agit d'un engagement qu'elle attend également de l'ensemble des parties à l'annexe I. En contrepartie, les pays en développement, comme la Chine, vont entreprendre des actions d'atténuation "conformément à leurs stratégies de développement durable", seulement si les pays riches leur fournissent un minimum de 0,5 % de leur PIB pour aller dans ce sens.
- Les États-Unis ont laissé entendre que les grands pays en développement comme la Chine et l'Inde auront besoin de montrer et de prouver qu'ils sont dans une dynamique de réduction des émissions en GES. Les États-Unis ont aussi déclaré qu'ils «appuient fermement» l'idée d'un objectif à long terme à condition qu'il soit réaliste. Ils ont enfin appuyé l'idée d'objectifs sectoriels mondiaux.
- L'UE soutient un objectif de réduction des émissions de 25 à 40 % sous les niveaux de 1990 pour les pays développés d'ici à 2020. L'UE voudrait aussi voir les pays en développement avec une nouvelle vision et politique en matière de réduction des émissions en GES.
- L'Inde a déclaré que les pays qui ont des objectifs dans le Protocole de Kyoto devraient prendre de nouveaux engagements et qu'un intérêt particulier doit être donné cette fois-ci à l'adaptation.
- La Norvège a demandé que les émissions liées aux transports aériens et maritimes internationaux soient incluses dans le prochain régime climatique post-2012. Elle a aussi souhaité voir traiter dans ce nouveau régime les questions concernant la capture et le stockage du carbone et la déforestation.
- L'Argentine a appelé à la création de fonds et de mécanismes du marché pour lutter contre les émissions provenant du déboisement dans le cadre du prochain régime.
- L'Arabie saoudite a souhaité voir un engagement de tous les pays développés pour une réduction de leurs émissions de 25-40 % sous les niveaux de 1990 d'ici 2020.

Projets MDP sur le site de la CCNUCC : 9 mars 2008

- Projets dans le portefeuille de la CCNUCC : ***plus de 3000 projets avec 2,7 milliard de TCO₂eq attendues avant 2012***
- Projets soumis pour enregistrement : ***80 (8 779 481 TECO₂/an)***
- Projets enregistrés : ***950 (193 195 250 TECO₂/an) dont 15 dans des pays francophones : 3 en Égypte, 1 au Laos, 4 au Maroc, 3 en Moldavie, 2 au Vietnam et 2 en Tunisie***
- URCEs émises : ***127 473 065 URCEs***
- Méthodologies de ligne de base : ***108 approuvées (45 Grands projets, 18 consolidées, 11 pour le boisement/reboisement et 34 pour les Petits Projets)***
- AND notifiées : ***128 dont 102 situées en pays non Annexe I (27 en pays francophones)***

- Entités Opérationnelles Accréditées : **18 dont 7 vérifications**
- Prix de l'URCE entre 2008-2012 : **de 8 à 16 € (8 pour des URCEs de projets à risque moyen, 10 pour des URCEs de projets à risque faible, 11 à 13 URCEs de projets enregistrés, 16 € pour des URCEs émises !)** ; prix pour Post 2012 : **1 à 5 €**

Portail MDP Francophonie

Un portail MDP a été créé et mis en place par l'IEPF dans le cadre de l'Initiative Francophone de Partenariat dans le domaine du MDP. Il peut être consulté sur le site de l'IEPF à l'adresse suivante : <http://www.iepf.org/ifp-mdp>.

De l'information sur la validation /enregistrement de projets MDP par le CE sur :

- Autorités Nationales Désignées du MDP - AND MDP : <http://cdm.unfccc.int/DNA>
- Entités Opérationnelles Désignées EOD : <http://cdm.unfccc.int/DOE/list>
- Projets enregistrés : <http://cdm.unfccc.int/Projects/registered.html>
- Méthodologies de Lignes de base et de suivi pour les projets : <http://cdm.unfccc.int/methodologies>
- Méthodologies approuvées : <http://cdm.unfccc.int/methodologies/PAMethodologies/approved.html>
- Méthodologies en cours de révision <http://cdm.unfccc.int/methodologies/process?cases=B>
- Méthodologies non approuvées : <http://cdm.unfccc.int/methodologies/PAMethodologies/publicview.html?cases=C>
- Méthodologies approuvées pour les projets de petite échelle : <http://cdm.unfccc.int/methodologies/SSCmethodologies/approved.html>
- Projets MDP en cours de validation et proposés pour commentaires du public <http://cdm.unfccc.int/Projects/Validation>

Glossaire

BM	: Banque Mondiale
B/RB	: Boisement /Reboisement
CCNUCC	: Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CDP	: Conférence des Parties à la CCNUCC
DD	: Développement durable
DDP	: Document Descriptif de Projet MDP
CC	: Changements Climatiques
CE	: Commission Européenne
CE MDP	: Conseil Exécutif du MDP
CSC	: Captage et Stockage du Carbone
EE	: efficacité énergétique
EOD	: Entité Opérationnelle Désignée
ER	: Énergies renouvelables
EUA	: États-Unis d'Amérique
GES	: gaz à effet de serre
GIEC	: Groupe Intergouvernemental chargé des Études Climatiques
IEPF	: Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie
IFP MFDP	: Initiative Francophone de Partenariat pour le MDP
MDP	: Mécanisme pour un Développement Propre
MOC	: Mise en œuvre Conjointe
NIP	: Note d'Information de Projets MDP
NF MDP	: Nouvelles Francophones du MDP
PED	: Pays En voie de Développement

PK : Protocole de Kyoto
PNAQE : Plan National d'Allocation de Quotas d'Émissions
PNAQE 1 : pour 2005-2007
PNAQE 2 : pour 2008-2012
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE : Programme des Nations Unies pour l'Environnement
RDP : Réunion des Parties au PK
UE : Union Européenne
URCE : Unité de Réduction Certifiée des Émissions en GES (1 tonne CO₂eq)
URVE : Unité de Réduction Volontaire des Émissions (1 tonne CO₂eq)
UTCF : Utilisation des terres, leurs changements et la forêt

- 'Nouvelles Francophones du MDP' est un bulletin hebdomadaire édité par l'IEPF dans le cadre de l'Initiative francophone de Partenariat dans le domaine du MDP lancée en avril 2005 par la communauté francophone à Montréal

- Abonnez vous à ce bulletin ici : <http://www.mediaterre.org/mailman/listinfo/initiative-mdp>

*- Participez à la vie de ce bulletin en adressant vos premières expériences, vos acquis ainsi que vos besoins en matière de MDP à : **Initiative Francophone de Partenariat dans le domaine du MDP, IEPF**
initiative-mdp-animateur@mediaterre.org*